

tion de la Tchécoslovaquie nous avons fait le bilan économique de guerre de nos principales banques et industries (écrit Bénéš), nous nous sommes aperçus que les banques avaient été totalement vidées et ruinées par cette procédure allemande, et que les industries avaient été, ou aliénées ou expropriées des mains de leurs anciens propriétaires, car, dans une grande mesure, elles se trouvaient aux mains d'individus d'origine allemande. Remettre ces biens et les banques entre les mains de propriétaires privés tchèques, ou les consolider sans une considérable assistance de l'Etat et sans de nouvelles garanties financières, était absolument impossible. L'Etat devait intervenir, en partie pour assurer du travail et des emplois aux larges masses du peuple, en partie pour sauver l'épargne dans les banques tchèques pillées. Mais que faire des grandes banques et des industries allemandes en Tchécoslovaquie ? Nous confisquâmes ces biens, comme appartenant à des traitres. Devons-nous à présent les partager entre les capitalistes et les industriels tchèques d'après un critérium et un principe arbitrairement choisis, ou n'est-il pas préférable de les donner à l'Etat et à la nation, en tant aussi que réparation partielle pour les énormes dommages de guerre causés par les Allemands ?

Bénéš attire ensuite l'attention sur le grand tournant vers la gauche opéré dans l'ensemble de l'Europe : « Ceci peut aussi être observé en Tchécoslovaquie », déclare-t-il. « Peut-être y a-t-il une différence dans notre cas, car nous sommes un de ces Etats assez mûrs et dont les citoyens sont suffisamment éclairés pour n'avoir pas besoin d'être forcés à des mesures socialistes quelconques par des grèves, des révoltes, des conflits, ou même par la guerre civile, et qui essayent d'éviter tout cela au moyen d'une politique sage et progressive. » Et Bénéš d'ajouter significativement : « Les Français ont raison de dire : « Gouverner, c'est prévoir », et c'est ce que nous sommes en train de faire. »

Par sa politique, Bénéš espérait faire trainer les choses indéfiniment et réduire la nationalisation finale au minimum ; et, avec l'aide des stalinien et des social-démocrates alliés, duper les conseils d'usines tapageurs. Mais la pression des syndicats et des comités ouvriers fut trop forte. En octobre 1945, juste avant la première réunion de l'Assemblée nationale provisoire, Bénéš dut signer à contre-cœur des décrets de nationalisation à longue portée, tout en déclarant publiquement qu'il aurait bien voulu que le gouvernement procédât plus graduellement, mais que c'étaient eux, et non lui, qui avaient décidé ces mesures de nationalisation à fond. Cette loi prévoyait que les banques commerciales, les compagnies d'assurances, les mines, les gisements de minerais, les industries de défense, les aciéries, les usines de chaussures Bata, les fabriques de produits pharmaceutiques, de disques de gramophones, de verre, de produits chimiques, les usines génératrices, les usines à gaz et les minoteries seraient propriété d'Etat. Les industries du papier ayant plus de trois cents ouvriers étaient aussi comprises dans les nationalisations, ainsi que les filatures de plus de quatre cents ouvriers et les usines de vêtements de plus de cinq cents ouvriers.

Plus de 10.000 firmes, y compris toutes les industries et les installations-cielles, avaient déjà été nationalisées à la fin de 1945. Ces entreprises d'Etat, Bé-

nés en assurait l'Occident, fonctionneraient strictement « d'après les principes de l'entreprise privée ». On nomma des directeurs à la tête de toutes ces entreprises, la plupart d'entre elles demeurant, en fait, sous l'ancienne direction. Elles sont officiellement dirigées par le directeur et un comité dirigeant — l'administration des travaux. Un tiers des membres de ce comité sont élus par les employés, un tiers nommés par l'autorité centrale pour l'industrie, et un tiers choisis par le gouvernement. Le plan général pour le pays entier est élaboré par le conseil économique, composé de six ministres d'Etat, et des représentants des syndicats et des coopératives.

Comme les organes ouvriers de double pouvoir ont été en grande partie supprimés et leur initiative étouffée, les nouvelles industries d'Etat se trouvent maintenant de plus en plus sous l'empire de la bureaucratie croissante composée des anciens propriétaires, des directeurs, des fonctionnaires capitalistes, plus un nouveau contingent de fonctionnaires et de bureaucrates stalinien et social-démocrates. Nous avons mentionné plus haut Lausman qui cita l'exemple russe et informa les comités d'usines qu'en Russie la puissance du directeur est incontestée. Les comités d'ouvriers sont maintenant appelés à s'occuper exclusivement des problèmes d'assistance sociale, des ouvriers et doivent laisser la gestion des usines aux directeurs.

Le caractère capitaliste de cette nationalisation fut garanti davantage encore par l'émission d'obligations d'Etat remises, en lieu et place des actions précédentes, à tous les ex-possédants (sauf aux ennemis, dont les biens avaient été confisqués). L'intérêt produit par ces obligations sera la première charge qui pèsera sur les profits de ces entreprises. De plus, toutes les industries d'Etat fonctionneront indépendamment les unes des autres et seront sujettes seulement à la direction de l'autorité étatique du plan. En plusieurs cas, les ex-propriétaires seront consultés sur la gestion de leurs usines, jusqu'à même leur permettre de nommer les directeurs.

Les propriétaires étrangers (non-ennemis) d'industries tchèques sont traités avec non moins de générosité. Le *Business Week* du 31 août 1946, annonce que « le cabinet tchèque a finalement approuvé les conditions d'allouement d'indemnités aux propriétaires étrangers... Les principales compagnies américaines intéressées sont la *Soco-Vacuum* et l'I. T. et T... On dit que les termes de l'offre que Prague fera prochainement sont acceptables pour les compagnies américaines, mais *Unilever*, de Grande-Bretagne, demande, paraît-il, un prix que les hauts fonctionnaires tchèques considèrent comme exorbitant ». (*Unilever* demande une modeste indemnité de 44.000.000 de dollars pour les usines de margarine *Schlicht* qui ont été nationalisées). *Business Week* attribue « cette soudaine éruption de bonne volonté à Prague » à son besoin urgent de prêts de la part des Etats-Unis. Les impérialistes de l'Occident savent bien comment ramasser leurs morceaux. En juin, « notre » ambassadeur à Prague, le « démocrate » Laurence Steinhardt, écrivit une lettre à Harold Sheets, le président du conseil des directeurs de la *Soco-Vacuum Company*, où il manifestait l'espoir que les stalinien seraient battus et « qu'il deviendrait possible d'avan-

cer dorénavant rapidement dans les discussions des revendications concernant les propriétés américaines nationalisées. Entendriez-vous des rumeurs à propos d'un prêt de reconstruction de la Banque d'Exportations et d'Importations, ne vous alarmez pas, puisque l'une des conditions de ce prêt sera une indemnité adéquate et effective pour les propriétés américaines nationalisées ».

Les espoirs de Steinhardt en une défaite des stalinien ne se réalisèrent pas. Néanmoins, comme nous le voyons, on a pris grand soin des « intérêts américains », même sous un gouvernement dominé par les stalinien.

## Capitalisme d'état

La Tchécoslovaquie est aujourd'hui un exemple de capitalisme d'Etat. Les établissements fonctionnant et gérés de manière privée comprennent aujourd'hui un tiers des petites entreprises, les coopératives et l'agriculture. Les nationalisations tchécoslovaques, cependant, malgré leur caractère propre, peuvent être comparées, dans leurs points essentiels, avec les nationalisations en Angleterre.

Il est vrai, naturellement, que les nationalisations tchèques eurent lieu dans des conditions bien différentes, et l'état réel des affaires politiques et sociales est beaucoup plus à gauche en Tchécoslovaquie qu'en Angleterre. D'abord, la nationalisation fut décrétée pendant qu'il y avait un contrôle ouvrier sur toute l'industrie. Ensuite, les stalinien dominaient dans le gouvernement. Finalement, le pays se trouvait sous l'occupation de l'armée rouge. Mais les stalinien arrivèrent à refouler le flux révolutionnaire et à remplir des formes socialistes avec un contenu capitaliste.

Si les stalinien réussirent à préserver le système capitaliste en Tchécoslovaquie sur la base d'un capitalisme d'Etat, on ne peut faire la même constatation sans réserves dans le cas de la Pologne et de la Yougoslavie. La situation dans ces deux pays est beaucoup plus chaotique et incertaine, et le capitalisme y a été beaucoup plus sérieusement miné.

Si nous commençons par la Pologne, nous trouvons qu'ici, comme dans toute l'Europe orientale, les ouvriers occupèrent les usines pendant la première impulsion de la « libération ». Ne soyons pas surpris si les comités ouvriers ne furent que des pendants anémiques des comités virils de la Tchécoslovaquie. Après tout, les ouvriers polonais n'avaient probablement pas encore oublié de quelle façon les commandants de l'Armée rouge, en 1939, avaient arrêté les leaders des Soviétiques nouvellement formés et les avaient remplacés par des représentants du parti soigneusement choisis ; ils n'avaient probablement pas oublié comment l'armée rouge avait laissé noyer dans le sang leur soulèvement de Varsovie, après que le Kremlin les eût poussés à se dresser contre les Nazis, les armes à la main.

La Pologne, comme la Tchécoslovaquie, se voyait, après la « libération », confrontée avec une tâche herculéenne de reconstruction, mais — dans le cas de la Pologne — beaucoup, beaucoup plus difficile encore. La nationalisation de l'industrie était le seul moyen de remettre l'industrie en marche, si peu que ce fût, après la guerre. La retraite allemande laissa la majorité de l'indus-